

Les avancées depuis le 1^{er} Sommet Humanitaire Mondial

Interview avec Antoine Gérard

Le Jeudi 9 novembre 2017

Alain Boinet - 18 mois après le premier Sommet Humanitaire Mondial ou en sommes-nous du Grand Bargain et de ses 10 priorités ?

Avons-nous avancé concrètement dans l'amélioration de l'efficacité humanitaire ?

Antoine Gérard - Effectivement, je voudrais juste préciser que l'initiative autour du Grand Bargain provient du rapport du High-Level Panel sur le financement humanitaire, le panel qui avait été nommé par le Secrétaire Général en 2015 et qui avait été cogéré par Kristalina Georgieva à l'époque vice-présidente de la commission européenne et ancienne commissaire en charge de l'aide humanitaire (ECHO). Et le grand Bargain était l'un des trois piliers de travail et de recommandations de ce rapport. Ce rapport a été présenté en janvier 2016, donc à peu près quatre, cinq mois avant le Sommet Humanitaire Mondial. Et l'on a trouvé utile, lors du Sommet de faire une session spéciale pour présenter ce Grand Bargain puisqu'il y avait déjà eu une présentation, à la fois à New York et à Dubaï lors du lancement en janvier. Et on souhaitait, entre janvier et mai, commencer à mettre en œuvre ce mécanisme de Grand Bargain. Donc, la date n'est pas nécessairement seulement celle du Sommet : celui-ci a redonné un booster au Grand Bargain, mais c'est une initiative qui avait été suggérée et lancée par le rapport du panel au Secrétaire Général.

Depuis janvier 2016, un certain nombre de choses ont été mises en place. Entre autres, entre janvier et mai 2016, des réunions préparatoires où on a décidé de faire en sorte que les grands opérateurs opérationnels, que ce soit des ONG, le mouvement de la Croix Rouge ou les Nations Unies et les grands donateurs humanitaires se retrouvent autour de la même table pour décider de comment organiser ce Grand Bargain. Et je pense qu'entre ce moment, février 2016 et le Sommet il y avait déjà une préparation qui nous a permis, lors de la présentation au Sommet de lancer ce document signé des 15 grands bailleurs de fonds et des 15 grands opérateurs de l'aide humanitaire.

Ensuite comme tu l'as rappelé, il y a 10 work-streams il y a 10 sujets. Certains concernent plus l'efficacité financière, ce qu'on appelle « Financial efficiency » et traitent de comment améliorer l'utilisation des fonds avec des recommandations très précises aux bailleurs de fonds : essayer de faire moins de fonds fléchés, essayer d'améliorer toutes les procédures de managements et de gestion des coûts, limiter les frais supplémentaires. Et cela s'adresse non seulement aux organisations opérationnelles, les Nations Unies, les ONG, mais aussi aux bailleurs de fonds.

Il y a également le sujet de la transparence dans l'allocation des fonds, que ce soit dans les annonces ou dans l'utilisation. Donc effectivement, certains work-streams sont très liés à l'aspect financier et d'autres sont très liés à l'aspect Réponse Opérationnelle qui vient en complément d'une réflexion plus générale et dont on pourra parler, ce que MSF réfère au « Emergency Gap », le fait qu'on a un problème de capacités dans la réponse aux urgences. Ces work-streams sont liés à comment améliorer les évaluations des besoins, comment faire en sorte qu'il y ait une meilleure participation des bénéficiaires ou également de voir des plans à plus long terme : le multi-year planning, et lié à cela, le multi-year funding.

Donc sur ces différents work-streams certains sont plus complexes que d'autres, certains sont liés et donc dépendants du travail d'autres work-streams pour améliorer ce qu'ils doivent faire. Par ailleurs il y a des work-streams qui ne sont pas nécessairement liés seulement à des dynamiques au sein du Grand Bargain mais qui sont au-delà et qui doivent donc aussi travailler avec d'autres synergies. Par exemple celui sur la localisation, ce que l'on appelle les « national responders », toute cette problématique de comment mettre en place des réponses qui prennent en compte les capacités nationales et locales. Ça, c'est une problématique qui est au-delà du Grand Bargain.

Mais il est certain que l'on essaie de faire en sorte qu'il y ait des choses claires qui sortent de ces différents work-streams. Certains ont réussi en, tu parlais de 18 mois, ou en une année de travail, à faire en sorte qu'il y ait des choses concrètes qui soient expérimentées, comme par exemple le travail qui est fait sur le Reporting. Il a été dit, il a été analysé, que beaucoup d'acteurs humanitaires perdent énormément de temps à faire des rapports sous différents formats en fonction de la provenance de leur fonds. Et on a fait un travail dans ce work-stream, qui est cogéré par les allemands et ICVA, sur comment arriver à une simplification des rapports. Et après ce travail collégial, on a défini un template, un formulaire qui s'appelle le « 8+3 ». C'est-à-dire 8 domaines de reporting que l'on voudrait voir communs sur tous les rapports et 3 optionnels. Actuellement on est en train de faire un essai de ce processus dans 3 pays : le Myanmar, l'Irak et la Somalie. Donc il est vrai que certains work-streams ont déjà des choses très concrètes à montrer. D'autres sont encore dans l'analyse de l'articulation des engagements qui ont été exprimés dans le Grand Bargain. Et puis il faut que l'on voie la cohérence de tout ça.

Alain Boinet - Pour poursuivre justement sur les 10 priorités : parmi ces 10 priorités où en sommes-nous en particulier de la localisation qui a été placée, d'une certaine manière, au premier plan de l'agenda politique avec, au moment du Sommet Humanitaire Mondial, pour objectif d'affecter, de confier 25% des financements de l'aide humanitaire internationale aux acteurs locaux et nationaux d'ici 2020 ? Ou en est-on de ce processus de la localisation ?

Antoine Gérard - Alors effectivement, il y a des choses qui ont été rappelées lors du Sommet Humanitaire Mondial, et des choses qui existaient avant le Sommet, soyons très clairs. Mais il est vrai qu'au moment du Sommet il y a eu une réflexion plus poussée sur comment mieux faire avec les acteurs nationaux et locaux. Avec en plus comme ambition au Sommet, qui est au-delà de ce que le work-stream est en train de faire, de regarder d'une façon plus générale l'ensemble des acteurs et pas seulement les acteurs humanitaires. Au Sommet, il y a eu cette intention d'avoir une analyse de l'ensemble des acteurs présents sur les terrains de réponses aux crises, que ce soit en réponse à des désastres naturels ou dans des conflits, et donc de regarder les différents acteurs non seulement humanitaires, internationaux, nationaux mais aussi les acteurs du secteur privé ou public au niveau local, ou même les organisations religieuses etc.

L'engagement que l'on a pris sous le work-stream Localisation (du Grand Bargain) a resserré un peu l'agenda, parce qu'on ne pouvait pas se permettre d'aller dans une très grande complexité à l'intérieur du Grand Bargain parce que c'est quand même au-delà du Grand Bargain qu'il faut avoir cette conversation sur le rôle des first responders. On a alors regardé un certain nombre d'engagements : engagements financiers et engagements en termes de coordination. Les engagements financiers sont de différentes natures. Effectivement on essaie de regarder comment on peut augmenter la part financière qui pourrait aller directement aux organisations nationales qui contribuent à la réponse

humanitaire. Et c'est vrai que l'on a affiché cette ambition de 25% d'ici 2020 attribués à ceux qui font la réponse au niveau local et national. Pour certains mécanismes, par exemple ceux qui sont sous la responsabilité d'OCHA comme les fonds communs de pays ou le CERF, le mécanisme de réponse aux urgences que le Secrétaire Général a mis en place au niveau global, on regarde comment faire en sorte que ces mécanismes puissent contribuer à la stratégie des 25%.

Et sur certains terrains, on a déjà des résultats relativement intéressants parce que l'on avait déjà en place des stratégies de fonds communs de pays, comme on a actuellement en Somalie. On avait aussi en place en Somalie des mécanismes de régulation, d'analyses sur qui sont ces acteurs nationaux, dans quelle mesure ils ont déjà des partenariats établis avec des acteurs internationaux et quelle est leur contribution dans la réponse humanitaire ? Donc il y a tout un travail de définition, au niveau des agences ou des participants à ce work-stream, mais également en tant que work-stream, pour essayer de définir correctement ce qu'on appelle un agent national et dans quelle mesure on pourrait avoir une définition de ce que ça veut dire de donner de l'argent directement à un acteur national. C'est un travail qui, à mon avis, prend maintenant forme et c'est un travail collectif. Il y avait des organisations internationales qui avaient déjà ce souci de redistribution de leurs financements auprès des organisations nationales. La même chose au niveau du CERF et des fonds communs de pays. Mais en même temps c'est un travail de redéfinition sur le sens de « directement », toujours dans ce souci de limiter les coûts, les coûts de transaction et de voir dans quelle mesure on peut s'assurer qu'il s'agit de transferts directs.

AB – Selon des participants, cette question de la localisation au 1^{er} Sommet Humanitaire Mondial aurait été abordée selon une approche idéologique. On a le sentiment que le débat a évolué dans une direction plus concrète, plus réaliste. Qu'en est-il au fond ? Comment le débat a-t-il évolué et aujourd'hui, dans quels termes est-il abordé ?

AG - Je pense que tu as raison, il y a plusieurs débats autour de cette idée de localisation. Il y a plusieurs débats, pourquoi ? Parce qu'on n'a pas fait une définition correcte de ce que l'on entend par l'intégration ou la meilleure coordination avec les acteurs locaux. Au Sommet, et moi-même étant en charge de la préparation par ma responsabilité du Secrétariat pour le Sommet Humanitaire Mondial, mais aussi lors du Sommet je me suis occupé des sessions plénières qui donnaient la possibilité aux participants au Sommet de donner leurs opinions sur un certain nombre de stratégies. Il est vrai que beaucoup d'acteurs nationaux, que ce soient les ONG nationales, mais aussi les jeunes, les représentants des jeunes, les représentants des organisations religieuses ou communautaires, ou même les maires de villes et des villages que nous avons invités avaient des compréhensions différentes. En même temps, il est clair que ce débat sur le rôle des acteurs nationaux est au-delà d'un débat humanitaire. Et donc ce que l'on cherche à faire dans le work-stream du Grand Bargain c'est d'essayer de resserrer le débat. Et parce que le Grand Bargain est une réponse à des questions humanitaires on essaie de ne pas se laisser déborder par des questions qui sont au-delà de la grande question humanitaire sur le rôle que peuvent jouer les organisations et les acteurs nationaux.

Donc je pense qu'il y a un problème de définition, il faudrait également que des débats se passent ailleurs que dans le Grand Bargain sur ces grandes questions. Et il y a évidemment un lien avec les réformes qui ont été engagées par le Secrétaire Général sur le système de l'aide au développement. Mais je crois qu'il est très important que le work-stream qui regarde ces problématiques de localisation à l'intérieur du Grand Bargain se définisse et reste dans un contexte de problématique humanitaire,

comme le relevait le rapport qui a été délivré au Secrétaire Général en janvier 2016 qui est comment faire en sorte que l'on puisse mieux travailler avec les organisations nationales dans une réponse humanitaire.

AB – Sur les 10 priorités il y a également celle du lien, de la relation à construire, à renforcer entre les situations d'urgence, de reconstruction et de développement. Quand je regarde le rapport « Independent Grand Bargain Report », je trouve que sur cette priorité il n'y a pas grand-chose finalement. Cela semble peu avancé, mais c'est peut-être simplement une impression... Donc est-ce que tu peux nous en dire plus ?

Et nous en dire plus aussi sur le débat interne qu'il y a sur ces questions de l'Urgence, de la Reconstruction et du Développement et d'un éventuel country team qui réunirait l'Humanitaire et le Développement ?

Est-ce que l'on avance ? Est-ce que les termes du débat sont plus clairs ? Est-ce que les débats sont toujours en cours ? A-t-on avancé sur l'opérationnalisation de cette relation ?

AG - Effectivement, je crois il y a eu, à travers non seulement le rapport du Secrétaire Général qui préparait le Sommet, celui qui a été lancé en février 2016 : « One Humanity Shared Responsibility » et son annexe « Agenda for Humanity », mais aussi également au Sommet, une réflexion sur comment mieux faire dans la relation entre Humanitaire et Développement. Maintenant, cette relation se pose en différents termes, en fonction des acteurs. Un acteur humanitaire, comme une ONG ou la Croix Rouge, va se positionner totalement différemment dans cette problématique que les Nations Unies qui ont une responsabilité beaucoup plus générale vis-à-vis des Etats membres. Et notamment celle de montrer une cohérence d'action promue par les Nations Unies à travers un certains nombres de réformes.

Donc je pense qu'il faut encore une fois resituer le débat. Et les conversations que nous avons avec les 2 co-conveners (PNUD et Danemark), - parce que l'une des choses dont on n'a pas parlé c'est que lors de ces préparations entre janvier 2016 et mai 2016, donc entre la sortie du rapport du panel sur l'Humanitarian Financing et le Sommet il y a eu une réflexion sur comment mettre en place ce Grand Bargain et les 10 work-streams ont été établis. Et parmi lesquels celui auquel tu fais référence qui est le Humanitarian-Development Nexus dont Danemark et le PNUD sont dans le co-leadership. Et nous sommes en conversation avec ces deux co-conveners – et donc ces conversations visent à faire en sorte qu'un lien se crée entre le Grand Bargain, qui est une réflexion sur l'efficacité humanitaire, et les réflexions à l'extérieur du grand Bargain. Et ce, qu'elles soient au niveau du Good Humanitarian Donorship, donc un club de grands donateurs, qu'elles soient au niveau des Nations Unies avec la réflexion du Secrétaire Général et ce rapport qu'il a présenté en juin 2016 sur la réforme du système du développement, mais également les réflexions qui se passent dans différents groupes de travail et particulièrement ceux associés aux Inter-Agency Standing Committee (IASC) qui a un groupe de travail spécial, justement sur cette problématique de lien entre humanitaire et développement.

Donc ce que nous demandons aux co-conveners, c'est de faire en sorte que les réflexions qui sont faites à l'extérieur du Grand Bargain puissent enrichir sa réflexion et que les réflexions qui sont faites à l'intérieur du Grand Bargain – comme comment définir des problématiques de multi-year humanitarian planning, comment nous pensons que pour mieux faire la réponse humanitaire, il nous

faut cette possibilité de travailler sur plusieurs années-dans des contextes de crise humanitaire de long terme - et que cela puisse alimenter la réflexion sur le développement lui-même.

Mais, ce n'est en aucun cas un jeu d'inclusion. L'intention c'est plutôt, dans la perspective des Nations Unies, celle d'une synergie et d'une cohérence. Pour d'autres acteurs ce serait plutôt une intention de compréhension de ce que peuvent faire les acteurs de développement dans certaines crises. En fait, nous avons maintenant des initiatives qui sont prises non seulement par des acteurs opérationnels de développement mais aussi par des bailleurs de fond du développement. Moi-même, j'ai déjà été en conversation depuis un an avec l'Agence Française de Développement qui regarde quels pourraient être ces nouveaux mécanismes d'adaptation dans des contextes de fragilité avec cette connaissance de la réponse au développement. C'est un peu là l'idée du Humanitarian Development Nexus, c'est pour dire : « Ecoutez il ne faut pas qu'on s'ignore et en même temps on peut, peut-être apprendre des uns et des autres. »

Et donc cette intention c'est, au moment où on va définir une meilleure approche sur la définition et l'évaluation des besoins, c'est un des work-streams qui est cogéré par ECHO et OCHA, que l'on peut effectivement enrichir cette réflexion par le fait que l'on aura des acteurs qui ont une perspective plus de développement. Peut-être que certains outils, certaines réflexions peuvent nous aider à mieux définir cette grille de l'évaluation des besoins. Donc tout cela va s'imbriquer mais à aucun moment l'intention est que le Grand Bargain devienne l'outil d'une stratégie de développement.

AB - Mais en dehors, ou en plus de l'AFD, sachant que nous avons activement participé à cette évolution nécessaire, est-ce qu'on peut dire aujourd'hui que les grands acteurs du développement ont pris conscience ou sont disposés à agir mieux pour être présent à la sortie de crise, pour venir en complément de ce que font les acteurs humanitaires mais avec des processus de transmission et de continuité ?

Et de la même manière est-ce que tu as l'impression que les grands acteurs de développement agissent en amont des crises auprès des populations les plus vulnérables pour renforcer des capacités locales de diverses natures visant à amortir la crise ? Et notamment quand celles-ci se produisent dans les endroits où les catastrophes naturelles se répètent, ou elles sont récurrentes et où on peut s'attendre à ce qu'elles surviennent avec une certaine régularité. Est-ce que l'on sent déjà, de la part des grands acteurs et financeurs du développement dans leur rôle, qu'ils assumeront la jonction et à la fois avant et après la crise humanitaire ?

AG - Je pense que tu as tout à fait raison : il y a actuellement une initiative onusienne, qui a commencé avant le Sommet Humanitaire et qui s'est concrétisée lors du Sommet par différentes initiatives, ce que l'on appelle le New Way of Working, la nouvelle façon de travailler, pour regarder justement ce lien entre Humanitaire et Développement. Là où je pense qu'il y a encore une réflexion à mener, c'est qu'effectivement beaucoup d'acteurs humanitaires déplorent l'absence des acteurs de développement, notamment dans la préparation aux crises et le post-crise. Je dis préparation parce que je pense que c'est plus ce qu'un acteur de développement peut faire que de la prévention. La prévention se réfère plus à la prévention des conflits et donc à une action plutôt politique. Par contre la préparation aux urgences c'est une certaine réflexion du système de développement et dans quelle mesure une absence de réponse peut amener des problèmes à long terme, voire même liés potentiellement à des conflits.

Et donc je pense qu'aujourd'hui il n'y a pas suffisamment de réflexions, de liens et d'échanges d'informations, de données, d'analyses entre acteurs humanitaires et de développement qui a pour conséquence que l'on a un déficit d'acteurs de développement sur le terrain des crises. Alors il y a maintenant des réponses qui commencent à se mettre en place. C'est très intéressant cette négociation qu'il y a eu en février 2016 à Londres avec la Banque Mondiale et d'autres acteurs financiers pour voir dans quelle mesure on peut aider un pays comme la Jordanie ou le Liban à mettre en place, à avoir de l'argent supplémentaire qui permette une stratégie vis-à-vis des réfugiés. Réfugiés syriens qui ont leurs propres besoins, que ce soit en santé, en éducation ou en travail. Donc certains acteurs financiers comme la Banque Mondiale ajustent leurs façons d'opérer : on l'a vu aussi au Yémen avec le soutien que la Banque Mondiale peut apporter à l'Organisation Mondiale de la Santé, ou encore à l'Unicef ou au CICR qui ajustent leurs propres mécanismes de financements. Ce sont des acteurs essentiellement de développement qui ajustent leurs mécanismes de financement pour pouvoir aider des acteurs humanitaires ou des gouvernements face à des crises humanitaires.

C'est là que ça devient complexe. Car ces acteurs de développement n'ont pas nécessairement cette pratique humanitaire. Et que l'on soit favorable à la cohérence, à la synergie, à l'intégration ou pas, il faut quand même reconnaître que les moyens opérationnels, les processus opérationnels des acteurs de développement ne sont pas les mêmes processus opérationnels que les acteurs humanitaires, les principes opérationnels ne sont pas les mêmes etc. Donc je pense qu'il y a tout à gagner en réfléchissant ensemble, il y a un besoin et je pense que c'est ce que le Secrétaire Général essaie de faire à travers les différentes réformes au sein des Nations Unies. Un besoin de réflexion sur la prévention des conflits, un besoin de réflexion sur le rôle des acteurs de développement dans les préparations et les analyses des terrains dans lesquels on opère et dans quelle mesure les acteurs humanitaires peuvent apporter une meilleure compréhension de ces contextes.

Mais tout cela ne répond pas à quelque chose qui est fondamental et dont on n'a pas encore parlé, et je suis sûr que tu vas l'évoquer, c'est le fait que l'on a aussi un déficit de réponse humanitaire. Donc on a, non seulement le déficit de réponse de développement, ce dont tu parlais, l'analyse, la préparation, la réflexion, mais aussi un déficit de réponse humanitaire sur certains terrains. Donc le Grand Bargain souhaite répondre au déficit de réponse humanitaire. C'est aussi là qu'il faut se concentrer. Maintenant il y a des choses qui se passent en dehors du Grand Bargain que l'on doit prendre en considération pour être sûrs qu'il y ait une bonne cohérence et une synergie entre ces différentes initiatives.

AB - Pour poursuivre sur ce que tu viens d'évoquer, c'est-à-dire ce déficit de la réponse humanitaire : comme tu l'évoquais tout à l'heure, MSF a produit un ensemble de documents intitulés « Emergency Gap ». En résumé, MSF considère qu'il y a une faiblesse dans la réponse aux situations d'urgences qui semble ne pas intéresser suffisamment d'acteurs et le sujet était peut-être absent du Sommet Humanitaire Mondial. Il y a une tendance forte à vouloir remplacer la réponse aux besoins vitaux par une politique de transformation de la société au détriment des secours immédiats. Au fond MSF dit : « le processus URD est tronqué dans la mesure où ce n'est pas l'Humanitaire qui ne réussit pas à combler les besoins post conflits mais c'est le Développement qui n'assume pas ses responsabilités ». Sans entrer dans un débat polémique, ça n'est pas le sujet, comment cette problématique de

l'emergency gap est-elle connue aujourd'hui ? Est-ce qu'elle est prise en compte ? Est-ce qu'elle est considérée, est-ce qu'il y a une réflexion pour améliorer la réponse d'urgence ?

Pour resituer cette question dans une dimension plus large, ce qui me frappe beaucoup c'est que depuis plusieurs années les acteurs humanitaires sont interpellés en disant : « quand vous commencez l'urgence, il faut que vous pensiez déjà à ce qui se passera dans 1 ans, 5 ans ou 20 ans, il faut que vous pensiez au développement alors que vous êtes dans la crise ». Et donc les humanitaires ont pris en charge la post-crise depuis longtemps, par nécessité, mais en revanche depuis des années on ne se pose jamais la question de la faiblesse de la réponse d'urgence aux besoins des populations, c'est étrange et c'est préoccupant d'une certaine façon. Alors comment cette question est-elle prise en compte pour améliorer les capacités de réponse d'urgence ?

AG – J'ai suivi les différentes publications de MSF à ce sujet et cette problématique on l'avait déjà soulevée bien avant le Sommet. Je crois que c'est l'une des premières initiatives qui avait été lancées par Valérie Amos avec John Ging et les membres de l'Inter-Agency Standing Committee, donc avec la représentation du mouvement de la Croix Rouge et des ONG, c'est le Transformative Agenda. C'est-à-dire un complément au processus de réforme de 2005, c'est-à-dire de voir dans quelle mesure sur des grandes crises on a un système qui rappelle les obligations des uns et des autres pour apporter une réponse. Que ce soit au niveau des bailleurs de fonds, mais aussi à celui des agents opérationnels avec ce système de L3 et de capacités supplémentaires au niveau du leadership mais également au niveau des acteurs.

Je crois que malheureusement, et ça ce serait intéressant de l'analyser, ce système s'est un peu essoufflé. Il y a eu, au moment du lancement, et on l'a vu à travers les premières années de l'utilisation de ce système, une réponse qui suivait lors de ces déclarations de L3, une énergie supplémentaire et sur le besoin de combler ce déficit de réponse humanitaire et également sur le déficit financier. On l'a vu au long de ces différentes déclarations de L3. Maintenant je crois qu'il faut que l'on fasse très attention : la solution n'est pas seulement de regarder ce lien humanitaire-développement. C'est une des composantes, mais ce n'est pas la composante majeure qui permettra d'améliorer la réponse aux urgences.

Je pense qu'il y a peut-être un engouement de certains Etat membres sur cette idée de Humanitarian-Développement Nexus qui serait comme la panacée à la réponse aux crises. Mais on le sait très bien, que dans certaines crises le déficit est un déficit d'acteurs humanitaires qui peuvent s'adapter à des conditions de plus en plus difficiles, aux conditions opérationnelles, sécuritaires et avec la flexibilité financière qui leur permettra d'opérer. Un des documents de MSF dans cette série de documents d'Emergency Gap, le document 6, qui est « Humanitarian Financing, is it all about money ? » est assez intéressant parce que l'on se retrouve dans nos priorités du Grand Bargain et il y a une réflexion et un certain nombre de recommandations dans ce document qui ont en écho de ce qu'on est en train de faire dans le Grand Bargain : essayer de faire du less earmarking (moins de financements fléchés), donc réduire le fléchage, essayer de réduire les coûts de transaction, faire en sorte qu'il y ait cette dimension de prise de risques. C'est ce que l'on cherche faire à travers le système des fonds communs et on l'a vu par exemple celui qui est à Gaziantep qui gère le fond sur la Syrie. Donc il y a un certain nombre de recommandations de MSF qui finalement sont assez similaires au travail que l'on est en train de faire dans le Grand Bargain.

Là où je pense que le document est tout à fait louable et rejoint nos vues, c'est que ce n'est pas seulement dans un système financier ou en changeant des mécanismes financiers que l'on va régler le problème et qu'il est au-delà simplement de problèmes de finance. Il faut repositionner le débat sur l'incapacité humanitaire à répondre aux crises et dans quelle mesure les Etats membres peuvent soutenir, plus fortement le rôle que peuvent jouer les organisations humanitaires dans les conflits, dans les crises. Actuellement, il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas un déplacement du débat et penser que la panacée serait de meilleurs mécanismes autour du lien Humanitaire-Développement, parce qu'il y a encore un certain nombre de crises où les problématiques sont des questions de protection, des questions de Droit Humanitaire International. Certes si nous arrivons à faire ce que l'on veut faire à travers le Grand Bargain, c'est-à-dire une meilleure définition du rôle que pourraient jouer les organisations nationales dans des crises humanitaires, le fait que l'on pourrait avoir moins de fléchage, plus de flexibilité, moins de coûts et plus de prise de risque, on arrivera à combler ces déficits. Mais, encore une fois, le déficit de réponse humanitaire est beaucoup plus vaste que le simple ajustement des mécanismes financiers.

AB - Bien sûr, la réponse n'est pas seulement financière, mais puisqu'on parle de ce sujet, j'ai le souvenir que lorsqu'il était Haut-Commissaire des Nations Unies aux Réfugiés (HCR), Antonio Guterres déclarait que la communauté internationale n'était plus en mesure de faire face au besoin des populations affectées par des conflits.

Dans le document Indépendant Grand Bargain Report, dès les premières lignes il est indiqué que le gap est estimé à 15 milliard de dollars. Donc la question c'est : aujourd'hui ou en sommes-nous sur la question des financements ? Quel peut être l'impact de la politique de retrait des Etats-Unis sur le financement des organisations internationales ? Est-ce qu'il y a un impact du Brexit, et où on en est sur ce plan ?

AG - Comme tu le rappelles tout à fait justement, c'est Antonio Guterres avec Valérie Amos qui ont suggéré au Secrétaire Général Ban Ki Moon d'avoir cette réflexion sur le financement des crises humanitaires. Ce panel qui était cogéré avec Sultan Nazrin Shah et Kristalina Georgieva était à l'initiative d'une réflexion de Valérie Amos à l'époque secrétaire générale adjointe d'OCHA et le Haut-Commissaire aux Réfugiés Guterres. Ce déficit, qui était à l'époque de l'époque de 10 milliards et non de 15.

Le rapport qui a été présenté au secrétaire général en janvier 2016, « Too important too fail, addressing the Humanitarian Financing » aborde 3 dimensions : comment faire en sorte que le système financier soit plus effectif et plus efficace, c'est le Grand Bargain, mais il y avait aussi deux autres piliers. Le deuxième c'est comment faire pour que l'on puisse, avec ce travail de préparation, ce travail de sensibilisation du développement, réduire les besoins. C'est ce dont je parlais sur l'exemple du Yémen, une crise d'insécurité alimentaire qui était annoncée depuis 15ans. Comment on peut penser, comment doit-on mieux répondre à long terme à ces problématiques. Et le troisième pilier, c'est comment faire en sorte que l'on puisse mobiliser plus d'argent à travers différents processus.

Et l'une des choses qui était très bien montré dans ce rapport de MSF, « Humanitarian Financing it is all about money ? » ce sont deux mécanismes de fundraising qui sont très intéressants et complètement différents, mais qui amènent finalement à des résultats tout à fait similaires. Une organisation comme MSF va regarder comment développer les fonds privés parce qu'ils donnent plus de flexibilité à leurs opérations plus de possibilités d'adaptation aux conditions du terrain et moins de

conditionnalités liées à celles des bailleurs de fonds qui peuvent être parfois politiques. Et le CICR, par contre a réussi à négocier avec les grands bailleurs de fonds plus de flexibilité pour pouvoir s'adapter. Cela montre que finalement il y a encore du potentiel, il y a des possibilités encore très importantes pour contribuer à mobiliser plus d'argent.

Chaque organisation a sa propre stratégie, avec ses propres limites bien sûr, mais en même temps l'argent est là, l'argent existe. Il y a des mécanismes qui n'ont pas encore été mobilisés. Dans le troisième chapitre de ce rapport il y a toute une réflexion - le panel qui avait été mis en place par le Secrétaire Général à l'époque, avec des représentants du secteur privé, des représentants avec des expériences de banques nationales ou autres permettaient justement de pousser cette réflexion- sur la mobilisation des financements à l'extérieur de ces mécanismes habituels, que l'on n'a pas encore bien exploré.

Et l'un des panels, une des tables rondes du Sommet Humanitaire Mondial a cherché justement à regarder ces différentes opportunités avec des représentants du secteur privés, des représentants des assurances, des représentants d'organisations qui s'occupent de la collecte des zakâts, des fonds de charité musulmans, parce qu'on sait que dans ces différents mécanismes, il y a de l'argent dormant. Donc on essaie à travers le Grand Bargain de montrer que l'on a entendu les appels à l'efficacité, mais on espère qu'à travers ce mécanisme d'efficacité on pourra convaincre de nouveaux mécanismes de mobilisation financière, ce qui n'est pas encore le cas. Tout en gardant à l'esprit, et comme le rappelle ce rapport de MSF, le fait que l'organisation qui est responsable d'utiliser cet argent dans les crises humanitaires est maître de la façon dont ces fonds seront dépensés. Et donc rappeler les grands principes humanitaires financiers qui ont été en fait définis par le Good Humanitarian Donorship et voir comment ils peuvent s'étendre à de nouveaux acteurs financiers.

AB - Et concernant la politique ?

AG - Concernant les différentes problématiques actuelles, je ne suis pas suffisamment informé sur le comportement de bailleurs de fonds particuliers. Ce que j'ai entendu, c'est que l'administration américaine, la nouvelle administration américaine a décidé de conserver son portfolio humanitaire intact. Maintenant je ne sais pas s'il y a eu des nouvelles décisions, mais sur le portfolio humanitaire je n'ai pas eu l'impression qu'il y avait eu des changements.

Et je ne suis pas familier au dossier du Brexit, mais il est évident que les engagements que la Grande Bretagne avait pris vis à vis du soutien à l'aide internationale doivent certainement être maintenu, mais certainement réorganisé sachant qu'il y aura une sortie de l'Union Européenne qui était un canal de transmission des fonds britanniques à l'aide internationale. Donc j'imagine qu'il y a certainement une concertation à l'intérieur des agences, de l'agence britannique pour évaluer dans quelle mesure la Grande Bretagne pourra continuer assumer ces grands engagements internationaux.

AB – Une question maintenant concernant la France. Jusqu'à une date récente, la France était absente du Grand Bargain. Elle vient de le rejoindre, donc quel peut être son apport, sa plus-value, ou peut-elle s'investir utilement ? Comment à OCHA vous avez accueilli cette initiative ?

Par ailleurs, jusqu'à présent la France c'est un contributeur modeste de l'aide humanitaire internationale et de ses acteurs, qu'il s'agisse des ONG, des agences des Nations Unies : que peut-on espérer de mieux à l'avenir sur le financement de l'humanitaire ?

AG – Nous avons bien pris note du discours du Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, Jean Yves le Drian, lors de la conférence des ambassadeurs à Paris, fin aout début septembre, où il a été indiqué très clairement que la France rejoindrait le Grand Bargain. Effectivement cela est très heureux, parce que pendant la première phase du Grand Bargain, si nous avons les grands acteurs opérationnels bénéficiaires de l'aide et les grands bailleurs de fonds, mais maintenant que les choses sont un petit peu mieux établies, c'est important d'avoir d'autres acteurs, comme la France qui ont une volonté d'être présents dans les situations humanitaires et de développement.

Je pense que c'est d'autant plus intéressant que certains sujets du Grand Bargain sont assez proches des problématiques françaises, cette réflexion sur la localisation elle a toujours existé dans les préoccupations du Centre de Crise et de Soutien et à l'AFD. Je me souviens des conversations, à l'époque j'appartenais à ce groupe de travail sur la Syrie, au tout début du conflit, où la France participait très activement à cette réflexion, comment faire en sorte que l'assistance humanitaire puisse accéder aux populations à travers un réseau d'organisations nationales. Le soutien de la France au fond commun humanitaire de Gaziantep pour les associations opérant en Syrie est un bon exemple.

C'est bien que la France rejoigne le Grand Bargain, car il y a cette problématique d'acteurs nationaux, et l'on espère que la France pourra jouer dans ce work-stream un rôle privilégié de par sa sensibilité et son expérience. Il y a aussi une autre problématique dans laquelle la France pourrait apporter sa contribution sur la simplification des processus de rapport, de Reporting. Et d'ailleurs, je tiens à faire remarquer que toute avancée qui est faite à travers le Grand Bargain est un bénéfice pour tous les acteurs, que ce soit des bailleurs de fonds ou que ce soit des organisations humanitaires, même si elles ne sont pas signataires ou membres du Grand Bargain. Donc sur cette priorité de simplification du reporting on essaie aussi de suggérer aux grands et nouveaux acteurs de développement et aux grands acteurs internationaux qui cherchent à s'impliquer dans les crises humanitaires et qui ne sont pas nécessairement membres de l'OCDE, membres du Good Humanitarian Donorship et encore moins membres du Grand Bargain, d'utiliser les produits de nos réflexions, de manière à ce que s'ils commencent à s'intéresser au financement des acteurs humanitaires et qu'ils adhèrent à un certain nombre d'outils qu'on a mis en place.

Donc, on espère que la France va aussi s'intéresser à d'autres problématiques parmi les 10 priorités, par exemple la réduction du fléchage, la transparence sur les financements, la problématique du pluriannuel dans l'action humanitaire, c'est-à-dire voire plus loin que 6 mois/un an, quand on voit que les crises vont perdurer. Donc je pense que le fait que la France va apporter de nouvelles réflexions et ça va être intéressant. Et peut-être à travers cette réflexion - et ça je sais que Solidarités, enfin particulièrement toi, Alain tu es très impliqué sur la préparation de la 4^{ème} Conférence Nationale Humanitaire le 22 mars 2018 justement faire en sorte que la nouvelle stratégie humanitaire française s'intègre dans cette réflexion générale sur ce déficit humanitaire dans la réponse, qu'elle soit en termes de capacités ou de financements.

Ça va être un bénéfice pour la France de voir ce que les autres work-streams sont en train de définir et de voir dans quelle mesure elle peut prendre avantage du travail de ces work-streams dans la définition de sa nouvelle stratégie. La France a toujours été très ciblée dans sa façon de gérer son portfolio financier avec des liens très privilégiés avec le Comité International de la Croix Rouge, avec le

Programme Alimentaire Mondial (PAM) avec le Haut Conseil aux Réfugiés des Nations-Unies (HRC) etc. Donc je pense que ça aussi, ça peut être intéressant, puisque ces grands acteurs sont membres du Grand Bargain on va voir dans quelle mesure il y a aussi des retombées d'expérience que ces acteurs du Grand Bargain puissent réintégrer dans leur lien avec la France.

AB – Pour revenir sur le New Way of Working, s'agit-il uniquement du lien entre l'Urgence et le Développement. On parle aussi de Théorie of Change. La question c'est d'abord, de quoi parle-t-on, quels sont les termes du débat ? Parce que le sentiment qu'on a à la lecture de certains documents, c'est qu'en fait il s'agit de beaucoup plus que cela, qu'il s'agit finalement d'un agenda mondial qui intègre à la fois les ODD et puis aussi les opérations de maintien ou de rétablissement de la paix c'est-à-dire les agendas politiques.

Autant on comprend que les Etats, que les Nations Unies aient cette responsabilité, c'est légitime du point de vue de la gouvernance géopolitique, autant pour des acteurs humanitaires comme les ONG qui ont des principes d'impartialité des secours et d'indépendance et qui sont en risque dans les situations de guerre, il ne peut être question d'assumer des positions et responsabilités politiques, d'autant que celles-ci fragiliseraient leurs capacités d'accès des secours aux populations en danger. Donc le New Way of Working de quoi s'agit-il, de quoi ne s'agit-il pas ? Est-ce que ces craintes sont fondées ou pas ?

AG - La genèse du New Way of Working tient dans une déclaration du Secrétaire Général des Nations-Unies avec sept autres agences des Nations Unies et la Banque Mondiale lors du Sommet Humanitaire Mondial. C'est donc une déclaration onusienne et de la Banque Mondiale sur comment les Nations Unies peuvent mieux travailler sur la cohérence du système. C'était en mai 2016 avec, ensuite, un certain nombre de réunions qui ont tenté définir avec d'autres acteurs que les acteurs onusiens, particulièrement avec certains bailleurs de fonds, gouvernements, coordinateurs humanitaires, certaines ONG ce que cela veut dire cette réflexion sur la cohérence.

Maintenant quand le nouveau Secrétaire Général des Nations Unies a considéré un certain nombre de chantiers à mener, et l'un de ses chantiers est la réforme du système de développement avec la publication de son rapport à ECOSOC publié en juin 2017 il décrit notamment le lien avec le New Way of Working.. Le New Way of Working restant une initiative onusienne, mais se doit de reposer sur un accord et une participation des Etats membres et des donateurs.

Afin de poursuivre cette réflexion, il y a un comité de travail qui a été mis en place sous la direction de la vice-secrétaire générale, Madame Amina J. Mohammed, avec les deux piliers des Nations Unies : celui qui s'occupe de l'humanitaire, OCHA et celui qui s'occupe du développement c'est-à-dire le PNUD. Et donc Marc Lowcock et le nouvel administrateur du PNUD se rencontrent régulièrement pour définir cette stratégie. OCHA est dans cette approche que je viens de décrire. Il est important qu'au travers de ce système, de cette cohérence, de cette réflexion on soulève également ce problème de capacité aux réponses, de ce déficit de capacités que ce soit un déficit financier, un déficit humain ou un même déficit stratégique dans la réflexion de la réponse aux urgences.

Au sein des Nations-Unies, nous pensons que cette approche doit être enfin prise en compte plutôt que de rester dans l'approche par silo. Le fait que la Banque Mondiale appartienne à ce groupe de travail permettra également de réfléchir avec elle sur les nouvelles initiatives, comme sur la

Humanitarian Development Peace Initiative que la Banque Mondiale a mise en place dans 7 pays, et à faire en sorte que cette réflexion réponde aussi à la problématique humanitaire.

En aucun cas il est de notre intention que le Humanitarian Development nexus remplace la problématique de l'espace humanitaire. Je pense qu'on est très clair, la plupart des terrains dans lesquels opèrent OCHA sont des terrains humanitaires dans lesquels on souhaiterait voir plus d'acteurs de développement dans la situation post-crise. Donc, notre intention c'est rappeler, à travers ce comité, que l'on pourra mieux faire dans la préparation mais aussi encourager les acteurs de développement à intégrer les réflexions humanitaires et de faire en sorte qu'un certain nombre d'analyses conjointes puissent converger. Par exemple, lors du travail sur l'évaluation des besoins, il s'agit de comprendre dans quelle mesure les acteurs de développement peuvent adhérer à nos stratégies de processus d'évaluations des besoins et d'intégrer nos remarques et conclusions dans leur propre planification, leurs propres moyens de réponse.

Maintenant dans le rapport et c'est très clair même dans les communications qui sont faites après ce rapport du Secrétaire Général du mois de juin à ECOSOC : il est rappelé ce lien Développement et Droits de l'Homme, et dans quelle mesure ce lien peut être lié à une stratégie du maintien de la paix, de la recherche de la médiation dans les conflits etc. Je pense que le Secrétaire Général de par son passé est tout à fait conscient de la spécificité humanitaire et particulièrement de la spécificité opérationnelle humanitaire et en aucun cas le New Way of Working n'a l'intention de mettre tout dans un même panier. Et je pense que l'on peut avoir confiance, et on l'a vu dans les différentes communications du Secrétaire Général : de par sa sensibilité aux problématiques humanitaires dont il a fait preuve durant ses 10 années de direction du HCR pour bien comprendre les spécificités humanitaires. En même temps, il a cette charge en tant que Secrétaire Général des Nations Unies de considérer la question de la cohérence d'ensemble. Ce n'est pas parce que les Nations Unies réfléchissent sur ces problématiques de cohérence qu'il y a une intention d'imposer cette cohérence aux acteurs humanitaires extérieurs aux Nations Unies.

AB - Ce que je retiens à ce sujet, c'est d'abord que le New Way of Working, ça ne concerne pas que l'humanitaire mais aussi le développement et les Droits de l'Homme et d'une certaine manière les opérations de maintien et rétablissement de la paix au titre de la cohérence des Nations Unies. Et qu'il y a une conscience de la diversité des acteurs de ces différents domaines et tous ces acteurs ne sont pas assujettis à un seul objectif dont ils seraient responsables alors qu'ils n'en ont ni les moyens ni le mandat. Mais j'ai cru comprendre qu'il y avait deux niveaux. Le premier qui est celui de la cohérence, que l'on peut comprendre, compte tenu du rôle des Nations Unies et des Etats membres. Et le second qui est la diversité des acteurs qui sont responsables chacun dans leurs seuls domaines d'activités.

AG – Voilà, et en même temps il ne faut pas oublier que j'ai parlé de ce groupe de travail de haut niveau, de ce New Way of Working qui pose la question de la cohérence au sein des Nations Unies, du secrétariat, avec les agences et également la Banque Mondiale. Il y a une autre structure qui à mon avis est très importante à sauvegarder et dont on n'a pas beaucoup parlé malheureusement, c'est le Inter-Agency Standing Committee (IASC) c'est-à-dire le comité permanent des agences opérationnelles humanitaires sous l'égide de l'Emergency Relief Coordinator, Mark Lowcock avec la contribution non

seulement des agences humanitaires onusiennes mais également des représentants du mouvement de la Croix Rouge et des consortiums des ONGs (SCHR, ICVA, Interaction).

Je crois qu'en réponse à l'émergence de cette initiative de cohérence du système des Nations Unies, le IASC prend encore plus de sens dans la redéfinition de son propre rôle pour faire en sorte que le Emergency Relief Coordinator, chair du IASC qui se trouve être le USG de OCHA, s'exprime au nom du IASC lors de ses réunions inter-départements des Nations Unies et s'enrichisse de la réflexion du IASC. Donc je pense là encore que cette structure que nous avons depuis la réforme et depuis même l'établissement de DHA/OCHA en 1991 à travers la résolution de l'Assemblée Générale 46/182 qui définit justement le rôle du IASC, le rôle du ERC, donne la possibilité aux acteurs humanitaires que ce soit le mouvement de la Croix Rouge ou les représentations des consortiums d'ONG d'influencer la coordination mais aussi la réflexion sur les stratégies de réponse humanitaire.

AB - Une dernière question : quelles sont les priorités d'OCHA d'ici le second anniversaire du SMH pour fixer une date, un point de repère. Quelles sont les principales priorités ? Tout c'est un agenda très diversifié, très lourd, très complexe et avec une multitude d'acteurs. Mais si on revient à OCHA est ce qu'il y a des priorités sur les 8 mois qui viennent ?

AG - Alors revenons un petit peu à la genèse de cela, parce qu'en fait le premier et l'unique Sommet Humanitaire Mondial était une initiative du Secrétaire Général des Nations Unies. Cela faisait partie du plan de travail du 2ème mandat du Secrétaire Général Ban Ki Moon de faire un Sommet sur les grandes problématiques humanitaires. De ce Sommet et de ce processus sont sorties un certain nombre d'initiatives dont malheureusement on n'a pas eu le temps de parler mais qui sont au-delà de OCHA : « Education Can Not Wait » une grande initiative qui est menée non seulement par l'UNICEF mais par un certain nombre d'organisations humanitaires et qui regardent et réfléchissent sur comment faire en sorte que l'éducation dans des contextes d'urgences soit de meilleure qualité. Une autre initiative qui est le lien avec le secteur privé, « Connective Business Initiative » est aussi une réflexion sur comment le secteur privé intervient dans des crises et peut être plus dans les désastres naturels ou on l'a vu même sur Ebola que dans les conflits.

Donc, il y a une multitude d'initiatives et c'était l'intention du Sommet de faire en sorte que les acteurs se rencontrent autour de certaines priorités et structurent de nouvelles initiatives pour continuer ces priorités : OCHA ne va pas s'engager dans les 40 initiatives majeures. Il y a encore quelques jours se tenait à Addis-Abeba la deuxième grande rencontre d'une autre initiative qui est sortie du Sommet et qui est très intéressante et qui est la ROHAN « Régional Organisations Humanitarian Affairs Network », donc les organisations régionales qui ont des portfolios humanitaires et comment ce réseau d'organisation régionales (ECHO, ASEAN, Union africaine, Organisation Islamique de Coopération etc.) se retrouvent pour discuter ensemble de ces grandes problématiques humanitaires et comment elles définissent leur propre agenda humanitaire entre elles.

On ne va pas nous OCHA être au cœur de toutes ces différentes initiatives. Notre responsabilité en tant que secrétariat et représentant du Secrétaire Général c'était de mettre en œuvre le Sommet, c'était un moment clef, un seul et unique Sommet. Maintenant il y a certains outils qui permettent de garder une certaine visibilité de toutes ces initiatives et notamment la plateforme qu'OCHA gère comme une legacy du Sommet, cette plateforme PACT qu'on peut trouver sur le site www.agendaforhumanity.org. C'est une plateforme qui rappelle toutes ces initiatives et le premier rapport doit sortir lors de notre réunion au mois de décembre de réflexion sur les politiques

humanitaires que l'on aura ici à New York. Le secrétaire général adjoint Mark Lowcock présentera ce 1^{er} rapport qui fait un résumé après un an de toutes ces initiatives issues du Sommet.

Donc, la seule part que nous ayons chez OCHA, mis à part le rôle que nous jouons en tant qu'acteur à travers le Grand Bargain, c'est de garder une plateforme existante qui permette à toutes les initiatives de rapporter ce qu'elles sont en train de faire, de donner une certaine visibilité. Donc dans le court terme, l'année prochaine, nous continuerons notre engagement à repérer toutes ces grandes initiatives et à produire régulièrement un rapport sur les progrès qui sont faits dans ces initiatives. Effectivement, on avait mentionné dans le rapport du Secrétaire Général auprès de l'Assemblée Générale, l'année dernière en septembre 2016, que si le besoin se faisait sentir dans 2 ou 3 ans, nous pourrions faire une réunion de ces différents acteurs et différentes initiatives pour comparer si on a amélioré la réponse humanitaire. Donc il y aura peut-être ce projet, mais pour l'instant ça n'est qu'un projet sans aucune certitude.

Mais je voudrais quand même rappeler un dernier point qui peut être lié aussi à notre conversation sur le Grand Bargain. En tant que responsable du secrétariat du SMH j'ai eu l'occasion de parler à énormément d'Etats membres, des représentants auprès des Nations Unies et il faut savoir que le processus du Sommet a été énormément critiqué par un certain nombre d'Etats membres. Parce certains Etats membres trouvaient que cette initiative du Secrétaire Général était en porte à faux avec un certain nombre de processus intergouvernementaux.

Il est vrai que ce processus était totalement unique avec des consultations allant au-delà des Etats membres des Nations Unies et que ce n'était pas un processus intergouvernemental. Cependant, Le résultat du Sommet est d'une richesse extrêmement importante. Donc on va regarder dans quelle mesure maintenant on peut reprendre des conversations intergouvernementales, mais je pense qu'il est important pour les Etats membres de reconnaître qu'il y a eu des initiatives qui sont très intéressantes et qui sont liées à la formule du Sommet.

Maintenant le Grand Bargain n'est à aucun moment le produit du Sommet, le Grand Bargain est le produit d'une réflexion qui a été amenée par le panel sur le financement humanitaire, le rapport qui avait été présenté bien avant le Sommet en janvier 2016. Et nous espérons que les Etats membres s'intéressent à ce que le Grand Bargain est en train d'essayer de faire pour l'efficacité de la réponse.

AB – Ce complément est très éclairant. Est-ce que tu vois pour terminer un autre point ou tu veux ajouter quelque chose ?

AG - Je voudrais ajouter un sujet franco-français. Car le processus de consultation en France sur la stratégie humanitaire est très intéressant, et moi-même j'y avais participé dans différentes fonctions. Je pense qu'il est important que la France se positionne sur ces grands débats humanitaires globaux et donc dans quelle mesure la stratégie qui va être définie par la France peut à la fois s'inspirer mais peut aussi contribuer à ces grandes problématiques internationales Car aujourd'hui on fonctionne moins en individuel, je pense que même des pays qui étaient très fermés et qui n'adhèrent pas au CAD de l'OCDE s'intéressent aujourd'hui à différents projets que nous sommes en train de définir à travers le Grand Bargain parce que c'est une réflexion qui peut justement enrichir la réponse humanitaire globale. Donc je suis très intéressé de voir dans quel mesure la définition de la stratégie humanitaire française va s'enrichir de ces réflexions globales !